

Une réforme au coût politique disproportionné



Il se peut que le gouvernement passe sa réforme des retraites au forceps (entendons-nous : par le recours à l'article 49-3 de la Constitution), sans attendre que la contestation s'affaiblisse.

C'est inouï : François Mitterrand disait que s'il y a plus d'un million de manifestants dans la rue, il ne faut pas insister, ce qu'il avait fait sur l'école privée.

Outre les énormes manifestations, il y a les sondages : 80 % des sondés sont hostiles à cette réforme ; 90 % des actifs. Du jamais vu. Certes une partie des opposants ne sont pas tant hostiles à la réforme elle-même qu'à un président dont l'immense majorité des Français ne veut plus.

Pourtant l'enjeu est limité : si la réforme passe, l'économie pour les entreprises sera de 5 milliards d'euros (15 si tous les nouveaux « actifs » ont un travail, ce qui ne risque pas d'arriver.) Si la France s'émancipait du marché européen de l'électricité, ce qu'ont fait l'Espagne et le Portugal, les mêmes entreprises auraient de 50 à 100 milliards à gagner. Les vrais débats sont interdits.

Il y aurait pourtant des échappatoires : ainsi le président pourrait reconnaître dans une allocution, qu'il y a un vrai problème et lancer des états généraux de la retraite s'étalant sur plusieurs mois et ne négligeant aucun aspect de la question, notamment la politique familiale. Mais Macron est-il encore capable de parler les yeux dans les yeux aux Français ?

Villepin n'y avait pas pensé. Dommage : il fut piteusement obligé de laisser Chirac retirer la loi sur le SMIC-jeunes, déjà votée et promulguée : une première dans l'histoire législative de la France. Il n'est pas exclu que le gouvernement actuel soit obligé, si la loi est votée, d'en arriver là.

Quoi qu'il en soit, la cote du président Macron est tombée bien bas. On peut se demander qui osera encore se réclamer de lui aux prochaines élections. *En marche* n'ira plus très loin.

L'opposition du RN est relativement discrète, normalisation oblige. Zemmour a approuvé à moitié la réforme, une faute politique après d'autres.

Bien qu'étant le parti d'opposition le plus ancien, les Républicains ont décidé de venir au secours d'un gouvernement rejeté par une grande majorité des Français et dont on connaît la malfaisance. (Diplomatie piteuse, désarmement de la France, vente des actifs français, réformes sociétales destructrices, indifférence à la démographie, portes ouvertes à l'immigration, passivité face à l'insécurité croissante.) Chateaubriand disait que l'opposition ne se divise pas, ce que Mitterrand qui n'approuva jamais ce que pouvait faire le

général de Gaulle avait compris. LR est tombé à près de 5 %. Ce n'est pas en soutenant un gouvernement si discrédité qu'il se relèvera. Le choix de l'opposition, fait par un petit groupe, conduit par Aurélien Pradié est plus cohérent. Quel impact aura-t-il sur le devenir du parti ? L'avenir le dira

Reste le NUPES qui, grâce à son chahut et à ses excès, souvent déplorables, apparaît fâcheusement comme le principal parti d'opposition. Verra-t-on, aux secondes tours de prochaines présidentielles, un candidat de ce parti (ou plutôt de cette galaxie) au second tour ? Il ne faut rien exclure.

En tous les cas, cette bataille, dont l'enjeu reste limité, laissera beaucoup de cadavres. Ce qui est dommage à un moment où, face à une crise diplomatique et économique sans précédent, les Français ne savent pas où ils en sont et, face au régime destructeur de Macron, cherchent une opposition qui sache s'opposer.

Roland HUREAUX